



Service Education

Convention Projets éducatifs périscolaires 2025 —2026, entre La Ville d'Aubenas et

Entre les soussignés :

La Ville d'Aubenas,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Yves MEYER dûment mandaté par délibération N°2025-..... du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2025 ; dénommée « la Ville » dans la présente convention.

Et,

L'Association/Centre socioculturel,

Représentée par son Président,, dénommée « l'association/ le centre socioculturel ou CSC » dans la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville a instauré un dispositif périscolaire nommé « Ambition Éducative », dans ses écoles publiques. Ce dispositif permet à chaque enfant qui le souhaite, sur inscription par ses parents, de bénéficier d'une activité hebdomadaire, un soir scolaire.

En permettant aux enfants de s'engager ~~sur un semestre~~, dans un projet culturel, ludique ou artistique, la Ville souhaite favoriser leur créativité et leur ouverture d'esprit, et, in fine, leur réussite scolaire, en complémentarité avec l'école.

La Ville a souhaité confier la mise en œuvre de ces projets aux associations/centres sociaux d'Aubenas.

Article 1 — Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer la nature de la mission confiée par la Ville à l'association/le centre socioculturel, et les engagements des parties concernant son accomplissement.

Article 2 — Objectifs des projets culturels, ludiques et artistiques

A travers l'encadrement des projets, l'association/le CSC visera les objectifs suivants, définis en concertation avec la Ville et les écoles élémentaires, maternelle :

- La confiance en soi, en ses compétences, en sa capacité à en acquérir de nouvelles
- La capacité à tenir un rôle dans un groupe (donc à appréhender, vivre, réguler les relations sociales, expérimenter la prise de décision collective,...)
- L'écoute mutuelle la négociation
- L'expression orale, la formulation de ses avis, l'argumentation
- Le civisme, les niveaux de langage selon les interlocuteurs, etc.
- La lecture et la compréhension de consignes.

Article 3 — Séances, durée, effectifs

Les séances se tiendront :

Lieu :

Jour(s)

Horaires :

Soitheures hebdomadaires.

La présente convention est valable du.....au.....

Article 4 — Engagements de l'association/le CSC

L'association/le CSC s'engage :

- à encadrerprojets duau.....

C'est-à-dire :

- Assurer le lien avec le directeur-la directrice - ou l'enseignant/e délégué/e,
- Fournir le matériel pédagogique nécessaire à ses intervenants ;
- Tenir l'état de présence des enfants et celui des intervenants ;
- Assurer la sécurité physique et psychologique des enfants inscrits sur les projets dont il est chargé ; et en cas d'accident, assumer la prise en charge auprès des services d'urgence.
- Associer le service scolarité aux décisions concernant la mise à pied conservatoire et pour l'exclusion d'un enfant des ateliers

Article 5 — Assurance et Responsabilité civile

Les enfants participants aux projets culturels, ludiques et artistique sont sous la responsabilité de l'association/du CSC et bénéficient des garanties de la responsabilité civile de l'association/du CSC.

Article 6 — Engagements de la Ville

La Ville s'engage à :

- Animer la réflexion collective sur les actions périscolaires à l'échelle de la ville ;
- Verser à l'association/au CSC une subvention totale de
- Fournir les documents et informations nécessaires au bon déroulement des projets.

Article 7 — Modalités de versements

Un premier versement deà la signature de la convention, correspondant aux séances d'octobre à décembre 2025 ;

Sous réserve du vote du budget 2026 de la Ville, le solde (.....€), une fois voté ledit budget 2026.

Ces montants sont à imputer au chapitre 65748 — fonction 4221

Article 8 — Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 — Litiges et recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en 2 exemplaires, à Aubenas, le

Le Maire,

Jean-Yves MEYER

L'association/le CSC

Le Président